

Lettre d'information du laboratoire MIL (EA7382) Marchés, Institutions, Libertés

Edito

“

Chers collègues, Chers lecteurs,

Le troisième numéro de la lettre d'info du laboratoire MIL permet d'apprécier la vitalité et la diversité de nos activités: sept conférences - la plupart avec une dimension internationale, plusieurs séminaires doctoraux et thématiques, des soutenances de thèses régulières et une intense production scientifique individuelle et collective. Cette dynamique est possible en poursuivant le développement d'une équipe de recherche qui permette aux enseignants-chercheurs d'investir leurs thématiques de recherche et d'apporter leurs compétences aux projets communs. Que de souhaiter de mieux si ce n'est le maintien de cette dynamique pour 2020 ?

Bonne et heureuse année au MIL et à ses membres !

Stéphane de La Rosa

”

Manifestations récentes

SÉMINAIRE DE RENTRÉE DU LABORATOIRE MIL

Le séminaire de rentrée du laboratoire MIL s'est déroulé le jeudi 19 septembre 2019 à la Faculté de Droit de l'UPEC. Après une présentation des activités programmées pour la fin de l'année civile, ce séminaire a pris la forme d'une conférence sur le thème général de la crise des libertés collectives, avec une communication de Monsieur **Franck Zarlenga**, docteur en histoire du droit, intitulée : « Disputes autour d'une liberté matrice : la liberté d'association au cours du long XIXe siècle ». Cette communication s'est ensuivie d'une discussion, sous l'angle du droit positif et des évolutions contemporaines, par Monsieur le Professeur **Fabrice Gréau** et Monsieur **Nicolas Sild**, Maître de conférences en droit public.



COLLOQUE

« La Charte des droits fondamentaux, source de renouveau constitutionnel européen ? »

Le colloque intitulé « La Charte des droits fondamentaux, source de renouveau constitutionnel européen ? » et organisé par Madame le Professeur **Anastasia Iliopoulou-Penot** et Madame **Lamprini Xenou**, Maître de conférences en droit public, s'est déroulé le jeudi 27 septembre 2019 dans les locaux de l'Assemblée nationale.



COLLOQUE

« Raviver la démocratie »

Le colloque intitulé « Raviver la démocratie » et organisé par Madame **Lucie Sponchiado**, Maître de conférences en droit public, s'est déroulé le jeudi 3 octobre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.



COLLOQUE

« Finance durable et Droit : perspectives transnationales »

Le colloque intitulé « Finance durable et Droit : perspectives transnationales » et organisé, dans le cadre des travaux du Réseau transnational de droit bancaire et financier, par Madame le Professeur **Anne-Catherine Muller** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Monsieur le Professeur **Hugues Bouthinon-Dumas** (ESSEC), et Madame le Professeur **Bénédict François**, s'est déroulé le mardi 22 octobre 2019 en Sorbonne (Amphithéâtre Liard).



COLLOQUE

« Réformes constitutionnelles et systèmes électoraux »

Le colloque intitulé « Réformes constitutionnelles et systèmes électoraux », organisé par Mesdames les Professeurs **Manon Altwegg-Boussac**, **Eleonora Bottini** et Madame **Claire Cuvelier**, Maître de conférences en droit public, s'est déroulé le jeudi 21 novembre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.

CONFÉRENCES DE LA FACULTÉ DE DROIT

CONFÉRENCES

du Professeur Silvio Bologna à la Faculté de Droit de l'UPEC

Deux conférences organisées par Monsieur le Professeur **Laurent Gamet** se sont déroulées dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC les vendredi 15 et lundi 18 novembre 2019. Ces conférences ont donné lieu à deux communications de Monsieur le Professeur **Silvio Bologna** (Université de Palerme), respectivement intitulées « l'exploitation des travailleurs migrants par la mafia », et « la mafia et le droit ».



COLLOQUE

« Les réseaux sociaux et le droit »

Le colloque intitulé « Les réseaux sociaux et le droit », organisé par Messieurs les Professeurs **Frédéric Bicheron** et **Laurent Gamet**, s'est déroulé le vendredi 22 novembre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.



CONFÉRENCE de l'Avocat général Pedro Cruz Villalon sur la Charte des droits fondamentaux

Dans le cadre du Master 2 de droit européen de l'UPEC, le laboratoire MIL, en partenariat avec la Cité universitaire internationale de Paris, a organisé une conférence le lundi 25 novembre 2019 au cours de laquelle est intervenu Monsieur **Pedro Cruz Villalon**, Avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne et ancien Président de la Cour constitutionnelle espagnole. Cette conférence s'est déroulée à la Maison de l'Île de France de la Cité internationale, en présence de Monsieur **Jean-Marc Sauvé**, Vice-Président honoraire du Conseil d'Etat et Président de la fondation Cité internationale universitaire de Paris.



COLLOQUE INTERNATIONAL « Les principes des contrats publics en Europe »

Le colloque intitulé « Les principes des contrats publics en Europe », organisé par Monsieur le Professeur **Stéphane de La Rosa**, s'est déroulé le jeudi 12 décembre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. La manifestation a accueilli de nombreux partenaires internationaux.

Vie du laboratoire & activités doctorales

SÉMINAIRES MIL

« La notion de régulation en droit économique.
A propos de la diversité des définitions et des finalités »

La première séance des séminaires doctoraux organisés par le laboratoire MIL pour l'année universitaire 2019-2020 s'est déroulée le mardi 12 novembre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. Cette première séance était consacrée à l'intervention de Madame **Ana Maria Oprea**, doctorante en droit public sous la direction de Monsieur le Professeur **Stéphane de La Rosa**, sur le thème : « la notion de régulation en droit économique. A propos de la diversité des définitions et des finalités ».

« Actualité des doctrines du droit naturel,
en France et à l'étranger »

La première séance de trois séminaires consacrés à l' « Actualité des doctrines du droit naturel, en France et à l'étranger », s'est déroulée le jeudi 14 novembre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. Cette séance était présidée par Messieurs **Gregory Bligh** et **Nicolas Sild**, Maîtres de conférences en droit public, qui ont dressé un état du droit naturel dans le monde Anglo-saxon et en Europe francophone. Elle a donné lieu à l'intervention de Monsieur le Professeur **Tristan Pouthier** (Université d'Orléans), sur le thème : « Droit naturel et droits de l'homme en France au XIXe siècle : une grille de lecture pour le droit positif actuel ? »

« L'influence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le droit français de la filiation : discussion sur l'évolution du traitement juridique de la GPA »

La deuxième séance des séminaires doctoraux organisés par le laboratoire MIL pour l'année universitaire 2019-2020 s'est déroulée le mardi 14 janvier 2020 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC. Cette séance était consacrée à la thématique des « Dimensions supranationales du droit », et animée par Madame **Laurie Marguet**, Maître de conférences en Droit public. Elle a donné lieu à l'intervention de Madame **Katia Nait**, doctorante sous la direction de Monsieur le Professeur **Frédéric Bicheron**, sur le thème suivant : « L'influence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le droit français de la filiation : discussion sur l'évolution du traitement juridique de la GPA ».



RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DU LABORATOIRE

Les élections au conseil de laboratoire se déroulent du mercredi 29 janvier au vendredi 7 février 2020.
Les résultats seront communiqués aux membres du laboratoire le lundi 9 février 2020.



SOUTENANCES DE THÈSE



Monsieur **Samir Mazari**, doctorant en histoire du droit sous la direction du Doyen Alain Desrayaud, a obtenu le grade de docteur après avoir présenté sa thèse intitulée « L'accessibilité du droit par la codification selon Jeremy Bentham », le jeudi 10 octobre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.



Monsieur **Nicolas Eskenazi**, doctorant en droit public sous la direction de Monsieur le Professeur Arnaud de Nanteuil, a obtenu le grade de docteur après avoir présenté sa thèse intitulée « La lutte contre le financement du terrorisme et les dynamiques nouvelles du droit international », le jeudi 7 novembre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.

Madame **Danielle Rojas**, doctorante en droit public sous la direction de Madame le Professeur Anne Levade, a obtenu le grade de docteur après avoir présenté sa thèse intitulée « L'utilisation de la notion d'identité constitutionnelle. Recherche axée sur les acteurs de la mobilisation de l'identité constitutionnelle nationale dans l'Union européenne », le samedi 7 décembre 2019 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.



Madame **Katia Djefel**, doctorante en droit public sous la direction de Monsieur le Professeur Jean-Jacques Israël, a obtenu le grade de docteur après avoir présenté sa thèse intitulée « La supervision financière dans l'Union européenne », le vendredi 31 janvier 2020 dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.

Manifestations à venir



Mercredi 5 février 2020

UPEC MIL MARCHÉS, INSTITUTIONS, LIBERTÉS
UNIVERSITÉ PARIS-EST CRETEIL

Conférence

Présentation de l'ouvrage
« Penser la loi »

Mercredi 5 février 2020 | 17h | Salle B327

PRÉSENTATION

de l'ouvrage "Penser la loi", de Denis Baranger

Le laboratoire Marchés, Institutions, Libertés aura le plaisir d'accueillir Monsieur **Denis Baranger**, Professeur de droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas et directeur de l'Institut Michel Villey, à l'occasion de la présentation de son ouvrage intitulé Penser la loi (Gallimard 2018). Cet événement se déroulera sous la présidence de Monsieur **Gregory Bligh** le mercredi 5 février à 17h, dans les locaux de la Faculté de Droit de l'UPEC.

Lundi 24 février 2020

SÉMINAIRE DE THÉORIE DU DROIT

Monsieur **Arnaud Le Pillouer**, Professeur de droit public à Université Paris Nanterre et membre du Centre de théorie et d'analyse du droit, interviendra sur le thème « Qu'est-ce que la théorie réaliste de l'interprétation ? », le lundi 24 février 2020 à 17h30 dans la salle B416 de la Faculté de Droit de l'UPEC.



Mardi 25 février 2020

UPEC MIL MARCHÉS, INSTITUTIONS, LIBERTÉS
UNIVERSITÉ PARIS-EST CRETEIL

Conférence

« L'État intégré : la figure étatique de l'Union européenne »

Mardi 25 février 2020 | 17h | Amph B1

CONFÉRENCE

« L'Etat intégré : la figure étatique de l'Union européenne »

Monsieur **Beligh Nabli**, Maître de conférences HDR en droit public, présentera son dernier ouvrage intitulé L'Etat intégré - Contribution à l'étude de l'Etat membre de l'Union européenne (Pedone, 2019), à l'occasion d'une conférence organisée par le laboratoire MIL le mardi 25 février 2020, à 17h, dans l'amphithéâtre B1 de la Faculté de Droit de l'UPEC.

Lundi 9 mars 2020

SÉMINAIRE SUR L'ACTUALITÉ DES DOCTRINES DU DROIT NATUREL

La deuxième séance du séminaire consacré à l'actualité des doctrines du droit naturel se déroulera le lundi 9 mars 2020, à 17h, dans la salle B416 de la Faculté de Droit de l'UPEC. Cette séance donnera lieu à l'intervention de Monsieur **Themistoklis Raptopoulos**, docteur en droit public et membre de l'Institut Michel Villey, sur le thème « Penser le droit à travers la relation - le droit public naturel chez G. Pavlakos ».



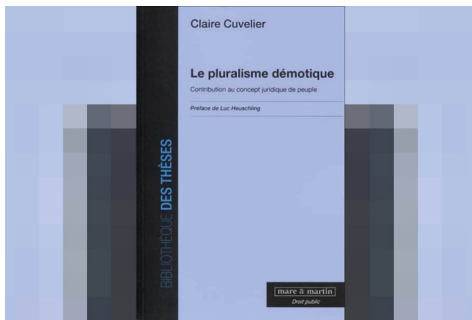
Lundi 6 avril 2020

SÉMINAIRE SUR L'ACTUALITÉ DES DOCTRINES DU DROIT NATUREL

La troisième séance du séminaire consacré à l'actualité des doctrines du droit naturel se déroulera le lundi 6 avril 2020, à 17h, dans la salle B416 de la Faculté de Droit de l'UPEC. Cette séance donnera lieu aux interventions de Madame **Elodie Djordjevic**, docteur en philosophie et membre de l'Institut Michel Villey, sur le thème « Hegel et le droit naturel », et de Monsieur **Thomas Acar**, docteur en droit public et membre du Centre de théorie et d'analyse du droit, sur le thème « Dworkin et le droit naturel - penser le droit par-delà les sources formelles ».



Publications

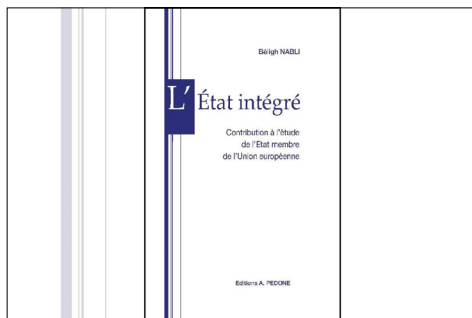


Editeur : Mare & Martin
ISBN 978-2-8493-4433-0
Bibliothèque des thèses
Droit public
742 pages

LE PLURALISME DÉMOTIQUE : contribution au concept juridique de peuple

Le terme « peuple » est devenu un mot-clef du droit constitutionnel à travers notamment la théorie de la souveraineté populaire. En France, le concept est marqué par le principe d'unicité du peuple français qui prône son exclusivité. Or, une étude du pluralisme démocratique c'est-à-dire du phénomène de la pluralité des peuples en droit comparé (Allemagne, Espagne, États-Unis, Inde, Royaume-Uni, Suisse, France, Union européenne) permet de concevoir et d'évaluer une définition pluraliste du peuple. Le présent ouvrage entend démontrer qu'il n'y a aucune contradiction à considérer qu'un peuple est une composante d'un autre peuple. Dans les systèmes à plusieurs niveaux (fédéraux, régionaux et décentralisés), le droit constitutionnel rend précisément possible.

Un ouvrage de **Claire Cuvelier**, Maître de conférences en droit public à l'UPEC.
Préface de Luc Heuschling.



Éditeur : Editions Pedone
ISBN 978-2-233-00933-3
EAN 9782233009333
Droit Public
166 pages

L'ÉTAT INTÉGRÉ : contribution à l'étude de l'état membre de l'Union européenne

Cette monographie l'atteste : la question de l'État est loin d'être épuisée. Elle tend au contraire à se renouveler, à travers notamment l'affirmation de "l'État intégré", un type d'État qui procède de la qualité de membre de l'Union européenne. Trop longtemps minorée, la dimension étatique de l'intégration européenne s'avère particulièrement aiguë. La notion d'État intégré suggère ainsi l'existence d'un type d'État dont la spécificité résulte de son lien d'appartenance à l'Union européenne. L'analyse de sa nature, de son statut et de son identité enrichit à la fois la théorie générale de l'État et la théorie de l'intégration. D'un côté, les États membres ne sont pas extérieurs à l'Union : ils sont de l'Union et dans l'Union. De l'autre, l'Union est elle-même intégrée dans les États membres, comme en témoigne - au sein des ordres étatiques - l'émergence de "droits nationaux de l'intégration européenne".

Cependant, la dynamique d'approfondissement ne neutralise pas les formes de résistance exprimées par des États et/ou nations, au nom d'une souveraineté et/ou d'une identité ancrée(s) dans leurs constitutions. Si l'État intégré n'est pas n'importe quel État, il ne correspond pas pour autant à une catégorie "monolithique". Il n'y a pas un mode unique d'appartenance, de participation et d'intégration des États à l'Union. En cela la "différenciation" entre les membres étatiques de l'Union traduit une réalité prégnante : tous les États membres ne partagent pas une volonté et une capacité d'intégration identiques.

Un ouvrage de **Nabli Beligh**, Maître de conférences en droit public à l'UPEC.



Éditeur : Lexis Nexis
Collection : Manuels
ISBN 978-2-7110-2946-4
Droit Public
734 pages

DROIT DES TRANSPORTS : transports terrestres, aériens et maritimes (2e édition)

L'objet de ce manuel est de présenter l'ensemble du droit des transports, aussi bien terrestres, qu'aériens et maritimes.

Le développement des transports, lié à l'essor des échanges internationaux de marchandises et des personnes, est l'un des aspects les plus caractéristiques de la mondialisation et de l'économie moderne. Compte tenu des enjeux notamment politiques, économiques, environnementaux, d'aménagement du territoire, de défense, et en particulier désormais, de l'essor de ceux de la mobilité (aux multiples facettes), que présentent les transports, leur organisation devait d'abord être envisagée. Ensuite, il est nécessaire d'examiner les opérations de transport qui s'insèrent souvent dans un cadre complexe, en raison de leur caractère international ou de l'existence d'autres prestations, comme l'hébergement ou la restauration, l'enlèvement des marchandises, leur chargement ou leur déchargement. Ces opérations successives sont parfois effectuées par des professionnels différents. Ce manuel s'adresse principalement aux étudiants de masters 1 et 2, mais aussi à tous ceux qui, professionnellement, sont amenés à côtoyer cette matière.

L'ouvrage est à jour des dernières évolutions législatives internes, européennes ou internationales ; et, en raison du caractère mobile de la réglementation, les chantiers en cours sur tous les fronts sont mentionnés.

Un ouvrage de **Dominique Gency-Tandonnet**, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'UPEC et **Stéphane Piédelièvre**, Professeur en droit privé et en sciences criminelles à l'UPEC.



INTRODUCTION AUX CONVENTIONS DE DOUBLE IMPOSITION

Ce manuel offre une introduction aux principales normes et techniques mises en oeuvre dans les conventions de lutte contre la double imposition. Il existe aujourd'hui plusieurs milliers de ces conventions en vigueur dans le monde. Malgré leur dimension bilatérale, elles se rejoignent sur beaucoup de points, notamment parce qu'elles sont généralement inspirées des deux grands modèles existants : l'un publié par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et l'autre par l'Organisation des Nations unies. La récente adoption de l'Instrument multilatéral dans le cadre de l'OCDE en 2018, destiné à réformer les conventions existantes, pourrait renforcer cette cohérence d'ensemble en donnant une marque commune à tous les instruments actuellement en vigueur. Cela étant dit, les deux modèles divergent sur un certain nombre de questions et les conventions signées par les États empruntent parfois à l'un et parfois à l'autre et, plus généralement, aux deux. En outre, les modifications apportées par l'Instrument multilatéral ne sont pas automatiques ni systématiques. La pratique des conventions de lutte contre la double imposition n'est donc pas totalement uniforme. Le présent ouvrage détaille de manière immédiatement accessible la logique générale de ces conventions en identifiant les grandes tendances existantes dans la pratique des États. Cet ouvrage s'avérera utile non seulement pour les fiscalistes rompus aux techniques de l'imposition souhaitant s'ouvrir aux questions de fiscalité internationale, mais également à tout juriste, de droit interne ou de droit international, confronté aux conventions fiscales. L'étendue et l'importance de celles-ci, singulièrement depuis qu'elles se sont peu à peu orientées vers la lutte contre l'abus, ont conduit à la multiplication des confrontations avec d'autres corpus normatifs de droit interne ou international (règles du droit international économique, notamment).

Ce manuel sera aussi naturellement appelé à servir aux étudiants abordant directement ou indirectement le droit fiscal international mais aussi aux praticiens du droit des affaires internationales.

Un ouvrage d'**Arnaud De Nanteuil**, Professeur des universités en droit public à l'UPEC.



Editeur : Bruylant
Collection : Paradigme
Sous-collection : Économie internationale
ISBN : 978-2-39013-248-6
Droit public
232 pages

DROIT DES CONTRATS INTERNATIONAUX (2e édition)

Le présent ouvrage permet d'appréhender le monde foisonnant des contrats internationaux, d'encerner les différentes problématiques et de maîtriser les nombreuses sources de la discipline. Une fois fixés les principes généraux de la matière permettant de déterminer les juridictions compétentes et la loi applicable, le lecteur pourra prendre connaissance des régimes des contrats les plus fréquents dans l'ordre international. Ce manuel sera aussi naturellement appelé à servir aux étudiants abordant directement ou indirectement le droit fiscal international mais aussi aux praticiens du droit des affaires internationales.

Un ouvrage de **Marie-Elodie Ancel**, Professeur des universités en droit privé et sciences criminelles à l'UPEC, **Pascale Deumier**, Professeur des universités en droit privé et sciences criminelles à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et **Malik Laazouzi**, Professeur des universités en droit privé et sciences criminelles à l'Université Paris II Panthéon - Assas.



Editeur : Sirey
Entreprise, économie & droit
ISBN : 978-2-24718-912-0
Droit privé
812 pages

DROIT CONSTITUTIONNEL CONTEMPORAIN TOME 1 : théorie générale, régimes étrangers, histoire constitutionnelle (10e édition)

Cet ouvrage constitue tout à la fois un manuel classique consacré aux institutions de la Ve République et leur histoire et un commentaire détaillé des articles de la Constitution et de son Préambule qui en sont le support juridique. Droit constitutionnel contemporain, devenu un classique du genre, se compose de deux volumes qui couvrent le programme de chacun des deux semestres de la première année en faculté de droit et AES, mais aussi des Instituts d'études politiques. Il est également recommandé pour la préparation des concours administratifs de catégorie A. Ce volume 1 est consacré à la théorie générale du droit constitutionnel, aux grands régimes politiques européens et des États-Unis et à l'histoire constitutionnelle de la France.. Il est éclairé de façon nouvelle par la référence à des textes constitutionnels, jurisprudentiels ou doctrinaux.

Un ouvrage de **Pierre de Montalivet**, Professeur des universités en droit public à l'UPEC et **Dominique Chagnollaud**, Professeur des universités en droit privé et sciences criminelles à l'Université Paris II Panthéon - Assas.



Editeur : Dalloz
Entreprise, économie & droit
ISBN : 978-2-24718-717-1
Droit public
556 pages

Sélection d'articles et de contributions individuels

M-E. Ancel, « D'une diversité à l'autre. A propos de la « marge de manœuvre » laissée par le RGPD aux Etats membres de l'Union européenne », *Revue critique de droit international privé* 2019 p. 647

M-E. Ancel, « Prêts substitutifs et conflits de lois - Quel fuseau horaire pour "l'heure de vérité" ? », *Liberté, justice, autorité - Mélanges en l'honneur du Professeur Laurent Aynès*, Lextenso, 2019, p. 1

M-E. Ancel, « Cartographie du contentieux actuel », Communication lors du colloque du 14 juin 2019 sur les Chambres commerciales internationales de Paris, *Revue Lamy Droit des affaires*, supplément, sept. 2019, p. 24

M-E. Ancel, *Droit international privé du commerce électronique*, Communication commerce électronique, 2020, Chron. 1

L. Clément-Wilz, « Les promesses de politisation et d'incarnation des études juridiques européennes », in A.Bailleux, E.Bernard, S.Jacquot (dir.), *Les récits judiciaires de l'Europe - Concepts et typologie*, Bruylant, 2019, pp.59-71

L. Clément-Wilz, « La sélection des juges et des avocats généraux : Bilan du Comité dit « 255 » », in D.Dero-Bugny et A.Cartier-Bresson (dir.), *Les réformes de la Cour de justice de l'Union européenne - Bilan et perspectives*, Bruylant, 2020, pp. 65-86

N. Cuzacq, *La participation aux résultats dans les entreprises de moins de 50 salariés*, *Revue droit du travail* 2019, p. 460-468.

N. Cuzacq, Note sous Cass. soc. 20 mars 2019, *Le contrôle des sociétés à l'épreuve de la mécanique du fonds commun de placement*, *Dalloz* 2019, n°27, p. 1531-1535.

S. de La Rosa, "La sanction budgétaire" risque-t-elle de faillir ? A propos du règlement portant protection du budget européen en cas de défaillance de l'Etat de droit, *RAE* 2019/1 [dossier spécial "état de droit" coordonné par E. Dubout et A. Ilioupoulou], pp. 67-74

S. de La Rosa, "Les attentes légitimes dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union", in S. Robert Cuende, *La protection des attentes légitimes en droit international, européen et droit public interne*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 107-119

S. de La Rosa, "Contrats publics. Chronique 2018", in *Annuaire du droit de l'Union européenne* 2018, parution janvier 2019

A. De Nanteuil, « Le droit international des investissements, facteur de globalisation du droit administratif ? », *RFDA* n°2019/5, pp. 839-84

A. De Nanteuil, « Arbitrage d'investissement et droit international général » (avec P. Jacob), *AFDI* 2018, pp. 655-691

A. De Nanteuil, « Dispute settlement in new EU Free Trade Agreements : « democratizing » international adjudication ? », in I. Bosse-Platière, C. Rappoport (dir.), *The conclusion and implementation of EU Free Trade Agreements*, E. Elgar, 2019, pp. 255-271

A. De Nanteuil, « Nationalité et résidence fiscale des sociétés : convergences ? Contradictions ? Incertitudes », in B. Bertrand, S. Cassella et C. Rappoport, *La nationalité au carrefour des droits*, Presses universitaires de Rennes, 2019, pp. 207-222

A. De Nanteuil, « Article 25(3) », in G. Alvarez, J. Fouret, R. Gerbay (dir.), *The ICSID Convention, Rules and Regulation : A Commentary*, Edward Elgar Publishing, 2019

B. François, « Cross-Border Mergers in France », in "Cross border mergers. EU Perspectives and National Experiences", sous la direction de Th. Papadopoulos, éd. Springer, 2019, p. 295 s.

B. François, « Les offres au public de jetons (Initial Coin Offerings - ICO) en droit français et en droit comparé », in "Blockchain et droit des sociétés", sous la direction de Véronique Magnier et Patrick Barban, éd. Dalloz, 2019, versions française et anglaise, p. 61 s. et 273 s.

B. François, « Les nouvelles sollicitations des investisseurs », *Revue des sociétés* 2019, p. 630 s.

A. Ilioupoulou-Penot, « Article 33 Vie professionnelle et vie familiale » in F. Picod, C. Rizcallah et S. Drooghenbroeck (dir.), *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article*, Bruylant, 2019, p. 809

A. Ilioupoulou-Penot, « Le principe d'égalité et de non-discrimination », in J.-B. Auby et J. Dutheil de la Rochère (dir.), *Traité de droit administratif européen*, Bruylant, troisième édition, 2020, à paraître

L. Marguet, « Le droit de la procréation en France et en Allemagne. Etude sur la normalisation de la vie. Aspects méthodologiques et focus sur la comparaison », *Revue générale du droit*, 2019, n°49715

- L. Marguet, « Bioéthique », en collaboration avec Stéphanie Hennette-Vauchez, Chroniques, Cahiers Sciences, droits et technologie, novembre 2019
- L. Marguet, « La croisade contre l'avortement aux États-Unis », *Délibérée - Revue de réflexion critique animée par le Syndicat de la magistrature*, 2019/3, n°8, p. 79
- L. Marguet, Recension de l'ouvrage « Mon corps, mes droits ! L'avortement menacé ? Panorama socio-juridique : France, Europe, États-Unis », Sous la direction de Laurence Brunet et Alexandrine Guyard-Nedelec, pour *Droit et société*, 7 octobre 2019, n°103
- L. Marguet, « Quand la Cour EDH et la Cour de cassation tissent les liens : filiation, mère d'intention et enfant né d'une GPA à l'étranger », *Lettre « Actualités Droit et libertés » du CREDOF*, 12 juin 2019
- L. Marguet, « La Cour suprême des Etats-Unis suspend une loi de Louisiane visant à restreindre l'accès à l'avortement. A propos de la décision *June Medical Service LLC v. Rebekah Gee* (2019) », *Lettre « Actualités Droit et libertés » du CREDOF*, 13 mai 2019
- L. Marguet, « La répression de la provocation, de la diffamation et des injures non publiques représentant un caractère raciste ou discriminatoire en France. A décret n° 2017-1230 du 3 août 2017 relatif aux provocations, diffamations et injures non publiques présentant un caractère raciste ou discriminatoire » ? *Revue des droits et libertés fondamentaux*, chronique n°20, juin 2019
- E. Mathias**, « De la présomption d'innocence à l'innocence des présomptions : le procès pénal dans l'ère de la post-vérité ? », *Droit pénal*, janvier 2020, Étude 3
- P. de Montalivet** « Le référendum d'initiative partagée : un progrès démocratique ambivalent », *Dalloz*, n° 21, 13 juin 2019, entretien, p. 1216
- M. Morales**, « La privatisation d'aéroports de Paris en zone de turbulences », *JCP A*, 2019, comm. 2248
- M. Morales, « Réforme du droit de visite par la loi ELAN: quand le législateur prophétise une violation du droit de la CEDH », *BJDU*, sept/oct. 2019
- N. Sild**, « La loi de 1905 : une loi libérale ? », in B. Nabli (dir.), *Laïcité de l'Etat et Etat de droit*, Dalloz, « Thèmes et Commentaires », 2019, p. 29-44
- N. Sild, « Le Conseil d'État et le gallicanisme au XIXe siècle : une histoire du droit administratif français », in *Conseil d'Etat, Histoire et Mémoire, Conférences "Vincent Wright"*, vol. 3, La Documentation Française, coll. « Histoire et Mémoire », 2019, p. 75-102
- N. Sild, "La construction de l'Etat, processus de sécularisation : retour sur une équation inadaptée au cas français", *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2019/2, n° 50, p. 197-229